

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 11 NOVEMBRE 1990

NO 194

PRIX: 4 FF



T
C
H
A
D

**CE N'EST PAS DE LA
MENACE EXTERIEURE
MAIS DES OPPRIMES
QUE HABRE A PEUR**

SOMMAIRE

AU

VERSO

é d i t o r i a l

SOMMAIRE

Pages 2 et 3

- Editorial

Pages 3, 4 et 5

- A propos d'un meeting de l'opposition tchadienne

Pages 6, 7 et 8

- Manifestations à la veille de l'élection présidentielle

- Le FPI et le PIT contre les travailleurs "étrangers"

Page 9

- Diouf prend part au conflit du Golfe

- Diouf refoule les immigrés mauritaniens

Pages 10 et 11

- La crise du Golfe: Pourquoi l'impérialisme hésite à faire la guerre à l'Irak

A B O N N E M E N T

France: 1 an

- Pli ouvert: 70 FF

- Pli fermé: 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-poste courants.

Etranger

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux

A D R E S S E

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P.42
92114- CLICHY Cedex

TCHAD

CE N'EST PAS DE LA MENACE EXTERIEURE

MAIS DES OPPRIMES QUE HABRE A PEUR

Une fois de plus, la guerre vient de se déclencher au Tchad. Des combats, semble-t-il, d'une violence sans précédent viennent d'avoir lieu entre l'armée du dictateur Hissein Habré et les troupes du Mouvement Patriotique du Salut dirigé par Idriss Déby.

Ce n'est pas la première fois que le dictateur N'djaména entraîne les populations du Tchad dans une guerre criminelle dans l'objectif de renforcer sa dictature. Depuis sa prise de pouvoir en 1982, tout son programme politique se résume à faire la guerre et à entretenir dans le pays un climat de violence inouïe.

Son pouvoir impose aux populations des conditions de vie des plus difficiles. Les masses pauvres sont saignées à blanc. Elles sont l'objet d'un racket permanent sous forme de divers taxes et impôts qu'elles doivent payer. Les salaires ne sont payés qu'à moitié et souvent avec deux ou trois mois de retard et même plus dans les régions éloignées de N'djaména, la capitale. Mais dans les écoles, les collèges, les lycées, à l'université, dans les hôpitaux, les dispensaires, les maternités, c'est le dénuement, le délabrement total.

Ce n'est donc pas surprenant qu'il existe dans le pays un profond mécontentement que le régime d'Hissein Habré tente de contenir par la chape d'une dictature des plus féroces en Afrique. Le droit de grève est interdit dans le pays. La vie des populations est soumise à un quadrillage et un encadrement systématiques. C'est le règne de la délation: les assassinats et les arrestations arbitraires sont des faits coutumiers. C'est la loi des militaires et autres combattants, omniprésents, qui sèment la terreur et la désolation, rackettant les populations victimes d'exactions et d'humiliations diverses.

Mais la dictature seule ne suffit pas à endiguer le mécontentement des gens. Bien au contraire, elle ne fait que l'augmenter. Nombreux sont les Tchadiens qui quittent le pays pour aller vivre ailleurs: ils sont des milliers au Cameroun, en RCA, au Nigéria, au Soudan ou au Congo. Ces derniers temps, des tracts également ont circulé à N'djaména dénonçant le régime du dictateur Habré. On voit mal comment, malgré la dictature, le Tchad peut être à l'abri des différents mouvements sociaux qui, par vagues successives, n'arrêtent pas de secouer les différentes dictatures africaines depuis le début de cette année.

Alors, pour étouffer toute contestation, pour embrigader la population, pour détourner son attention des causes réelles de ses problèmes, Hissein Habré, de façon permanente, a recours à "la menace des invasions étrangères" et à la guerre. Mais, jusqu'à quand?

Guerre ou pas, les conditions dans lesquelles vivent les populations tchadiennes opprimées les amèneront tôt ou tard, à descendre dans la rue et à vouloir en finir avec la dictature d'Hissein Habré et chercher une autre issue à leur situation, comme d'autres l'ont fait ailleurs, au Gabon, en Côte d'Ivoire ou au Congo.

Espérons ce jour-là que leurs luttes futures ne seront pas récupérées par

d'autres Habré, d'autres Bongo, mais qu'en leur sein émergeront des hommes et des femmes qui ne se contenteront pas seulement des réaménagements de façade tels que le multipartisme à la Bongo, Houphouët ou même de la simple chute d'un dictateur, mais qui voudront en finir avec la base même de la dictature et des guerres, c'est-à-dire le système capitaliste.

A PROPOS DU MEETING DE L'OPPOSITION TCHADIENNE

L'avenir, c'est la lutte des classes et non les luttes tribales

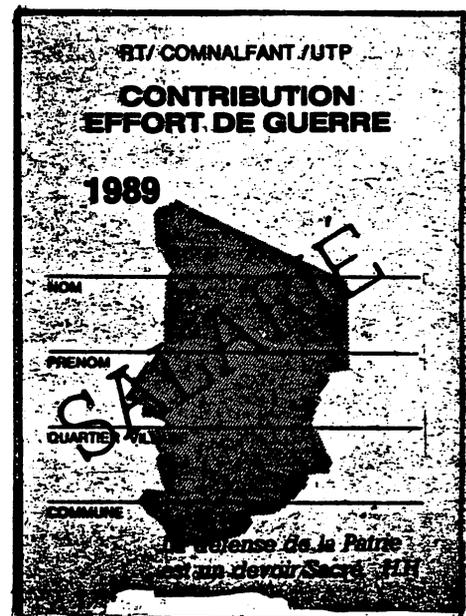
Le 20 octobre dernier, des organisations de l'opposition tchadienne dont le RDP (Rassemblement pour la Démocratie et le Progrès), le MPS (Mouvement Patriotique du Salut), le MDST (Mouvement pour le Socialisme au Tchad) et des organisations telles que le GRT (Groupe de Réflexion sur le Tchad) et le Comité de Soutien à la lutte du peuple tchadien ont tenu à Paris un meeting commun sur la situation politique au Tchad.

Dans leur texte d'introduction, les organisateurs du meeting ont mis l'accent sur la faillite du régime du dictateur Hissein Habré, insistant sur les conditions difficiles que connaissent les populations tchadiennes. La cause essentielle des problèmes de ces dernières serait, selon eux, ce qu'ils ont appelé "la goranisation du Tchad", c'est-à-dire le fait que Habré, s'appuyant sur son ethnie, impose un pouvoir sans partage au pays. Aussi, suivant ce qui semble à la mode en ce moment dans les milieux africains et que l'on nomme d'une façon poétique "le vent de l'Est", ont-ils revendiqué l'instauration d'"un Etat de droit" sous la forme du multipartisme.

La faillite de la dictature d'Hissein Habré est un fait notoire à tel point qu'en parler c'est comme enfoncer une porte ouverte, même si certains membres de ces organisations de l'opposition tchadienne semblent le découvrir aujourd'hui

comme une révélation alors qu'il n'y a pas longtemps ils ont proposé des plans de paix ou participé à des réunions de réconciliation avec la dictature de N'djaména.

En effet, depuis son arrivée au pouvoir en 1982, le dictateur Habré impose aux populations du Tchad des conditions de vie des plus difficiles à tous les points de vue. Au nom de la prétendue guerre "contre les invasions étrangères" et pour "la reconstruction nationale", les populations tchadiennes sont saignées à blanc. En permanence, elles sont obligées de payer divers taxes et impôts.



Mais dans les écoles, les collèges, les hôpitaux et les maternités, il n'y a que de la pourriture. Les salaires sont payés à moitié depuis des années et sont perçus avec souvent deux ou trois mois de retard et même plus dans les régions éloignées de N'djaména. Et tout cela s'accompagne d'une dictature des plus féroces en Afrique: les assassinats, les arrestations arbitraires sont des faits coutumiers au Tchad. Le marasme est général et à tous les niveaux dans ce pays.

Mais est-ce que cette situation est le résultat d'une "organisation du Tchad" comme le prétendent ces organisations? Certes, comme partout ailleurs en Afrique, Habré s'entoure aussi de certains gens de son ethnie, fait du tribalisme, l'utilise. Et ce n'est d'ailleurs pas un fait récent. Même quand il était dans les maquis et combattait les dictatures précédentes de Tombalbaye ou Malloum, c'était sur cette base qu'il s'organisait. Ses troupes d'alors appelées les "Forces Armées du Nord" étaient en majorité constituées par des gens originaires de sa région natale. Mais, aujourd'hui, dans son gouvernement, son armée, sa police, son parti unique, il n'y a pas que des goranes, des gens de son ethnie. On y trouve, et souvent de façon majoritaire, des hommes politiques ou des militaires originaires de la plupart des nationalités tchadiennes, du Nord, bien sûr, mais aussi du Sud, de l'Est comme de l'Ouest. Sinon, que dire des gens comme les Acheikh, les Grinky, les Kamougué, les Djogo, les Mbaïlemdana, les Kotiga et autres! Sont-ils des goranes? Seraient-ils moins responsables que Habré dans cette situation de chaos?

L'attitude de ces organisations de l'opposition tchadienne n'est en fait pas différente de celle des Habré et Acheikh quand, au sein du Frolinat (Front de Libération Nationale du Tchad), ils étaient dans l'opposition contre la dictature de Tombalbaye. A l'époque, ils prétendaient, eux aussi, que les problèmes d'alors, la misère, les inégalités, la dictature, seraient le fait d'un pouvoir tribaliste détenu exclusivement par Tombalbaye et les siens, les Saras en particulier, et plus généralement, les populations du Sud du Tchad à majorité chrétiennes et animistes. Ils refusaient de voir que dans la dictature de l'époque il n'y avait pas que des gens du Sud au pouvoir.

En effet, dans tous les gouvernements de Tombalbaye, on trouvait aussi des musulmans et originaires du Nord et souvent à des postes clés: c'étaient les Douba Alifa, les Baba Hassan, les Abdoulaye Lamana, les Abo Nassour, les Kérim Togoï (aujourd'hui ministre d'Hissein Habré) et tant d'autres. Il fut en temps où Habré lui-même était un minable sous-prefet de Tombalbaye. Il en était de même dans l'armée de ce dernier et dans tous les autres appareils de répression de son régime. La section de l'armée de Tombalbaye appelée "les Méharistes", l'une des forces d'élite contre les troupes rebelles du Frolinat, étaient essentiellement constituée par des soldats originaires du Nord du Tchad et particulièrement de la région natale de l'actuel dictateur Habré. Mais, cela n'a nullement empêché celui-ci de prétendre que la dictature de Tombalbaye était le fait d'un pouvoir exclusif détenu par les Saras.

Nous savons aujourd'hui où a conduit cette logique. Les Habré, les Goukouni les Acheikh, les Kamougué et autres Mbaïlemdana, dans leur lutte pour le pouvoir, utilisant le tribalisme, la religion et les sentiments bas existant dans la société, ont opposé les populations les unes aux autres, juste comme chair à canon, dans une sale guerre qui n'en finit pas de durer jusqu'aujourd'hui et dont les conséquences sont dramatiques pour les masses pauvres.

Mais si la guerre a été et reste désastreuse pour les populations sur l'ensemble du pays, si ce sont elles qui en ont principalement fait les frais et continuent de le faire, il n'en est pas de même pour ceux-là mêmes qui les y ont entraînées. Les Habré, les Kamougué et autres Djogo ont su transcender leurs différences, trouver un compris entre eux dans le cadre d'un partage du pouvoir de N'djaména.

IL y a entre eux des relations bien plus solides et plus fortes que celles de l'ethnie ou de la religion: ils appartiennent au même monde, celui de la bourgeoisie

tchadienne et des valets de service de l'impérialisme français. Plus que tout, il y a entre eux des intérêts bien matériels qui les lient. C'est pourquoi, ils n'ont pas eu du mal à se servir des cadavres des populations comme marche-pied pour se retrouver unis au sein du pouvoir actuel de N'djaména, imposant une dictature féroce à toutes les populations, toutes religions et régions confondues, y compris les leurs.

Alors, certes, le dictateur Habré utilise le tribalisme, il en fait, comme tous les dictateurs africains. Mais son "ethnie", la vraie, est plus large et plus profonde que celle des goranes. Et cette ethnie-là, on y trouve non seulement d'autres tchadiens originaires des autres nationalités, mais aussi d'autres Noirs, tels que les Bongo, les Mobutu, les Eyadéma qui le soutiennent, et des Blancs, comme les Mitterrand, les Bush qui l'aident financièrement et militairement. Son "ethnie" est celle de l'argent, des coffres forts, de la mafia internationale qui domine le monde et dont il n'est que le petit représentant local.

Par conséquent, s'il y a une logique à opposer contre la dictature d'Hissein Habré, ça ne peut pas être celle de la lutte contre "la goranisation du Tchad". Cette logique-là, on sait où elle mène: à des luttes ethniques opposant les populations les unes contre les autres pour le compte des différentes couches aisées. C'est cela que le Tchad connaît depuis 25 ans. Mais, c'est aussi cela ce qui se passe sous nos yeux au Libéria ou au Liban.

Dans leur lutte pour le pouvoir, les dirigeants africains ou tout simplement les hommes politiques africains ont utilisé le tribalisme et la religion et ne manqueront pas de le faire pour atteindre leurs objectifs propres, surtout dans la conjoncture actuelle marquée par une crise profonde de nos sociétés qui risque de pousser de plus en plus de gens à se battre pour trouver une issue à leur situation de misère. Et telle est la politique de ces organisations de l'opposition tchadienne qui fétichisent l'individu Habré et son ethnie en en faisant les seuls responsables des maux du Tchad.

La dictature d'Hissein Habré est un système dont ne bénéficie qu'une minorité d'individus originaires de toutes les ethnies et les religions du Tchad. Et au-dessus de ces derniers qui ne sont que des valets, des pantins, c'est l'impérialisme qui impose cette situation et en est le principal bénéficiaire. Alors, la seule perspective pour combattre cela ne peut être que la lutte des opprimés tchadiens, quelles que soient leurs ethnies et leurs religions, unis contre tous leurs exploiters, toutes ethnies et religions confondues.

A N'djaména, à Moundou, à Sarh ou dans les autres villes qui ne cessent de grandir ces derniers temps, se trouvent concentrés dans les bidonvilles, les quartiers populaires des milliers et des milliers de gens venus de tous les horizons du pays. Ils connaissent les mêmes problèmes de misère, de maladies, de faim. Ils subissent la même dictature. Même s'ils n'en font pas la démonstration aujourd'hui, ils constituent une force colossale. Ailleurs, ce sont leurs frères qui, rien qu'en toussant, ont fait reculer les Houphouët, les Bongo et autres Sassou Nguesso. Eux aussi, peuvent demain descendre dans la rue et vouloir en finir avec la dictature d'Hissein Habré. Mais rien n'est fatal, ni automatique. C'est en s'appuyant sur certains d'entre eux, sur des petites gens, que Habré lui-même est arrivé au pouvoir pour les trahir ensuite. Demain, la même chose peut se reproduire, et une fois de plus, les opprimés tchadiens seront trompés et rien ne changera pour toute la société.

Pour en finir avec la misère, la dictature et les inégalités, les opprimés tchadiens (dont ceux qui sont d'origine gorane, parce qu'il y en a et qu'il faut trouver une politique à leur proposer pour les arracher des mains d'Hissein Habré ou des illusions qu'ils peuvent se faire sur lui), eh bien ces opprimés ont besoin d'une organisation, d'une politique à eux, différentes de celles de l'opposition, afin qu'ils prennent le pouvoir et qu'ils dirigent la société dans l'intérêt de la grande majorité contre l'impérialisme et ses valets, les Habré, les Kamougué et autres.

COTE D'IVOIRE

MANIFESTATIONS A ABIDJAN A LA VEILLE DU SCRUTIN

A la veille de l'élection présidentielle qui a eu lieu le 28 octobre dernier, le PDCI, parti unique du vieux dictateur au pouvoir depuis 30, ans et le FPI de Laurent GBagbo, parti d'opposition, ont organisé leurs dernières manifestations et tenu leurs derniers meetings.

Ainsi, à Treichville, quartier populaire d'Abidjan, un groupe de 200 à 300 jeunes manifestaient pour le FPI; sur une banderole, on pouvait lire: "Le Front Populaire Ivoirien est pour tous et pour chacun".

Au Plateau, quartier chic des affaires, s'est formé un très, très long cortège d'élèves et d'étudiants, avec des mots d'ordre divers: "Votons L. Bagbo, un souffle nouveau" ou "Nous voulons un berger et non un béliet, car le béliet est bête". Ils ont même inventé des chansons reprises par tous les manifestants dont l'une disait: " On va débrouiller, débrouiller chasser Houphouët"; une autre: " Hein... ein-ein...Hein! Houphouët a chaud!"

C'est dans cette ambiance bon enfant que les manifestants, la plupart des jeunes, ont regagné leur point de départ, l'université de Cocody.

Mais la plupart d'entre eux sont aussitôt repartis vers Marcory, autre quartier populaire, où allait se tenir un meeting du FPI avec son dirigeant. Ces jeunes ne manquent pas de courage; ils ont parcouru des kilomètres à pied pour se rendre à ce meeting. La foule était nombreuse; il y aurait 20 à 30 mille personnes. Parmi cette foule, une pancarte: " Toi voir GBagbo venir. Toi fâché. Nous contents. Nous voté GBagbo pour la vraie démocratie et l'avenir de nos enfants." Une autre pancarte ne manquait pas d'humour: " Le Ministère de l'Intérieur a la profonde douleur d'annoncer la mort du PDCI-RDA des suites d'une longue maladie de trois décennies. La dépouille mortelle sera transférée à Yamoussoukro le 28 octobre."

On sait le résultat: Houphouët s'est maintenu au pouvoir dans des conditions frauduleuses. Mais si GBagbo passait, rien n'aurait changé au sort des manifestants et de la population toute entière. Car le vote ne peut remplacer la lutte. Seule la lutte des classes pauvres conscientes de leurs intérêts peut leur apporter un vrai changement.

DES ILLUSIONS SUR LE DIRIGEANT DU FPI

Comme on s'y attendait, Houphouët a été réélu pour un autre mandat à près de 82 % des voix; GBagbo, qui conteste la régularité de cette élection, a obtenu environ 18% des voix. Dans certains quartiers, ce dernier a fait plus: environ 36% à Cocody; il a été crédité de 41% à Yopougon.

Cette élection a au moins permis aux populations non seulement de voter mais aussi de discuter, de dire tout haut ce qu'elles ont longtemps étouffé dans leur coeur pendant des années, par crainte de dénonciation. Mais elle a également semé beaucoup d'illusions; illusions que le FPI au pouvoir pourrait changer leur sort.

Ainsi, à la veille des élections, devant un guichet de la Poste, à Abidjan,

un employé y a carrément mis cette pancarte: "L. GBagbo, mon seul espoir". Une jeune lycéenne, au cours d'une manifestation criait: "je suis prête à mourir pour GBagbo". Ce genre d'exemples ne manquent pas.

Le FPI, parti de l'opposition, a bon dos. Face à un pouvoir usé, GBagbo se présente comme l'homme du changement.

En réalité, il n'a pas de changement à proposer aux pauvres. S'il arrive un jour au pouvoir, il mènera la même politique que Houphouët: une politique pour les riches et les capitalistes.

Déjà il entretient de bons rapports avec les représentants de l'impérialisme. Ainsi à son dernier congrès, le FPI y avait invité des responsables politiques d'Europe appartenant à des partis au pouvoir comme les partis socialistes français et italien. GBagbo leur a tenu un langage "responsable" d'un homme de la bourgeoisie prêt à défendre les intérêts de celle-ci contre ceux de son peuple.

LE FPI ET LE PIT DESIGNENT

LES TRAVAILLEURS "ETRANGERS COMME BOUCS-EMISSAIRES!

La période électorale en Côte d'Ivoire a été une occasion pour le FPI (Front Populaire Ivoirien) et pour le PIT (Parti Ivoirien des Travailleurs de s'adonner à la démagogie "anti-immigrés".

Un des reproches que font ces deux partis à Houphouët Boigny, c'est d'avoir accordé le droit de vote aux "étrangers".

Le journal du FPI, "le Nouvel Horizon" du 8 octobre 1990, qualifie de "monstruosité juridique" l'article de la loi électorale décrétée en 1985 pour accorder le droit de vote aux "non nationaux". Le FPI propose son "propre projet de constitution" pour revenir sur ce droit. Il dénonce aussi la naturalisation des "allogènes".

Voici ce qu'on peut lire dans un autre numéro du "Nouvel Horizon": "Dans le pays Agni, les naturalisations, donc l'établissement des cartes d'identité, ont lieu tous les dimanches dans les villages à prédominance allogène. C'est ainsi que croît à une vitesse vertigineuse la population ivoirienne. Pour le bonheur du PDCI... Ils sont nombreux, aujourd'hui, les citoyens qui hier redoutaient le lever du soleil, craignaient la visite d'un huissier et aujourd'hui roulent carrosse...". Visiblement les dirigeants du FPI regrettent le temps où les immigrants "redoutaient le lever du soleil"!

Quant au PIT, dans son journal "Téré", on trouve aussi les mêmes refrains sur "l'insécurité" dont les responsables seraient les immigrants.

Selon "Téré" du 4 octobre, s'il y a trop de violence, trop de vols, c'est parce que les dirigeants "refusent de comprendre que c'est la trop grande perméabilité de nos frontières qui favorisent l'entrée sur le territoire national de nombreuses personnes indésirables..." Et "Téré" de demander au gouvernement pour que "nos frontières" soient "surveillées et contrôlées avec la dernière énergie..."

Voilà comment ces "opposants" d'Houphouët Boigny traitent les gens déracinés, chassés de leur pays par la misère et qui viennent grossir les bidonvilles d'Abidjan pour y survivre.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'un certain nombre de ces "immigrés" voient plutôt d'un bon oeil la réélection de Houphouët.

Certains dirigeants de l'opposition reprochent à Houphouët Boigny d'être l'"élu des étrangers". Mais Ce dernier n'a pas eu besoin des voix des travailleurs burkinabé, maliens, sénégalais ou ghanéens pour se maintenir au pouvoir. Il s'en était bien passé

durant ses cinq précédents mandats où il a fait des scores de 100%!

Alors oui, ils ont tort ceux qui, parmi les travailleurs immigrés, croient qu'Houphouët Boigny est leur défenseur, parce que celui-ci leur a permis de voter, car il ne défend pas plus les intérêts des travailleurs ivoiriens que non ivoiriens. Il est le représentant de l'ordre capitaliste dans ce pays. C'est un ennemi des travailleurs.

Mais ce n'est pas non plus du côté des partis d'opposition comme le FPI ou le PIT que les travailleurs ont quelque chose à attendre qui aille dans le sens de leurs intérêts. Car, ce n'est pas en s'en prenant aux plus faibles, c'est-à-dire aux travailleurs immigrés qu'on peut résoudre le problème des "travailleurs nationaux", mais en luttant contre le système capitaliste qui les exploite tous sans exception. Une telle lutte nécessite l'union de tous les exploités contre leurs exploiters communs. Mais une telle politique est à l'opposé de celle prônée par le FPI comme par le PIT.

S E N E G A L

QUAND DIOUF PREND PART DANS LE CONFLIT DU GOLFE

L'impérialisme américain concentre de plus en plus son contingent militaire dans le Golfe pour mettre au pas l'Irak et ses alliés. Ce contingent compte plus de 240 000 hommes. La France, dont les otages viennent d'être libérés récemment en a déjà aligné environ 60 000. Et les autres Etats impérialistes grands et petits participent chacun à sa manière et avec ses moyens aux côtés des Etats-Unis.

De son côté, le Sénégal, qui ne veut pas être du reste, a envoyé un tout petit contingent qui tient à peine dans un petit avion.

Oh! Ce ne sont pas ces quelques 500 hommes mal équipés qui vont être déterminants dans le déroulement de ce conflit. C'est une goutte d'eau dans l'océan. En fait c'est un geste symbolique d'Abdou Diouf en direction des super grands et aussi en direction des dirigeants des Etats arabes.

Abdou Diouf espère ainsi en retour des gestes qui se mesurent en pétro dollars ou peut-être encore des prêts pour renflouer la caisse de son gouvernement dont il est le chef suprême.

DIOUF REFOULE LES IMMIGRES MAURITANIENS

Depuis quelques mois, le gouvernement sénégalais interdit à tous les ressortissants mauritaniens de rentrer au Sénégal sans visa, plus particulièrement aux travailleurs mauritaniens venant de France ou d'autres pays par avion.

C'est ainsi qu'il y a quelques jours, un certain nombre de travailleurs immigrés mauritaniens venant de France ont été arrêtés à l'aéroport de Dakar et refoulés vers la France sous prétexte qu'ils n'ont pas de visa.

Et pourtant ces travailleurs ont toutes leurs familles au Sénégal car ils font partie des milliers de familles négro-africaines expulsées vers le Sénégal sous prétexte que ces derniers sont d'origine sénégalaise, selon les autorités mauritaniennes.

Voilà la situation aberrante dans laquelle se trouvent des milliers de mauritaniens vivant à l'étranger dont les parents étaient expulsés par le régime de Ould Taya. Ils ne peuvent ni rentrer en Mauritanie sous peine d'être emprisonnés ou expulsés vers le Sénégal, ni aller librement comme avant le conflit au Sénégal. Le régime de Diouf les soupçonne d'être à la solde d'Ould Taya.

Comme quoi que ceux qui avaient des illusions sur les déclarations de Diouf prenant démagogiquement la défense des négro-africains seront bien déçus. En réalité il n'y a pas de différence entre ces deux petits commis de l'impérialisme à part le fait que l'un est bédhani et l'autre négro-africain.

LA CRISE DU GOLFE

POURQUOI L'IMPERIALISME A JUSQU'A PRESENT EVITE DE DECLENCHER LA GUERRE?

Les 240.000 soldats américains ajoutés aux 60.000 hommes de troupes envoyés par les autres Etats, dont la France et un certain nombre de pays arabes "alliés", ne suffisent pas encore aux dirigeants impérialistes pour faire reculer le régime de Saddam Hussein. Le gouvernement américain se prépare à envoyer un nouveau contingent de plusieurs dizaines de milliers de réservistes pour renforcer ses troupes dans le Golfe. George Bush, lors de la dernière campagne électorale, disait qu'il "en avait assez" et qu'il envisageait "sérieusement" de faire parler les canons.

Contrairement à ce qu'attendaient les dirigeants impérialistes, le blocus qu'ils ont imposé à l'Irak depuis le 2 Août n'a jusqu'à présent pas fait tomber ni tout simplement reculer le dictateur de Bagdad. Eux qui prétendent être dans le "camp du droit", eux qui se disent les "défenseurs des droits de l'homme" (contre celui qui hier encore était leur protégé lorsqu'il se battait contre l'Iran de Komeiny), eux qui cherchent à émouvoir leur opinion publique contre le "preneur d'otages" Saddam Hussein (lorsque celui-ci voulait utiliser les ressortissants occidentaux comme "bouclier humain" contre une éventuelle attaque des troupes impérialistes) n'hésitent pas aujourd'hui à prendre en otage toute la population irakienne.

Car, l'embargo touche en premier lieu la population irakienne: il est destiné à créer la pénurie et la famine à l'intérieur du pays. Ce ne sont pas les dirigeants irakiens, ni les couches exploiteuses de ce pays qui font la queue devant les magasins d'alimentation et qui sont victimes du rationnement des denrées alimentaires. Ce ne sont pas les riches ni les dignitaires du régime qui souffrent du manque de médicaments dans les hôpitaux et des privatisations de toutes sortes. Ce ne sont pas les enfants des riches ni ceux des dirigeants qui sont enrôlés dans l'armée et envoyés en première ligne. Oui, ce sont plusieurs millions de personnes innocentes que l'impérialisme tient en otage en Irak.

Mais, si jusqu'aujourd'hui, malgré les déclarations guerrières des dirigeants impérialistes, ceux des USA en tête, et malgré l'accumulation colossale des forces dans le Golfe, ceux-ci hésitent toujours sur la décision de déclencher la guerre ouverte, c'est qu'ils ont bien raison d'hésiter. Si les dirigeants impérialistes pensaient que la tâche d'anéantir le régime de l'Irak était facile -et ce n'est pas l'envie qui leur manque- ils l'auraient fait depuis longtemps. Le problème pour eux, c'est que le rapport de force n'est pas seulement d'ordre matériel. Ce qui fait la force de Saddam Hussein, ce n'est pas seulement qu'il possède une armée autrement plus puissante, humainement et matériellement que celle d'un Noriega (l'ex-dictateur du Panama, ancien agent de la CIA, que les troupes américaines ont destitué puis capturé). Même dans ce cas,

l'armée américaine n'y est arrivée à bout qu'après plusieurs semaines et après avoir fait plusieurs milliers de victimes.

Ce qui fait hésiter les dirigeants impérialistes, c'est qu'une guerre dans le Golfe risque d'embraser toute cette région du Proche et Moyen Orient (et peut-être même au-delà) où les intérêts impérialistes sont très importants. Une guerre risque d'entraîner les populations de cette région dans des révoltes contre les régimes locaux alliés de l'impérialisme et contre l'impérialisme lui-même.

Le dictateur Saddam Hussein se moque bien sûr des intérêts des populations de cette région, y compris de ceux de la population irakienne qu'il opprime. Il n'a pas hésité à massacrer les militants communistes, les militants. Il n'a pas non plus hésité à massacrer des villages entiers de Kurdes en les empoisonnant aux gaz toxiques.

A ce moment-là d'ailleurs, les dirigeants impérialistes ont à peine entrouvert leurs lèvres, car Saddam Hussein était alors leur allié.

Aujourd'hui, si le dictateur de Bagdad se permet de brandir l'étendard du "défenseur des peuples arabes" et qu'il bénéficie d'une auréole qu'il ne mérite pas, c'est à l'intervention impérialiste qu'il le doit. Il s'en sert comme un atout, comme une menace face à l'intervention des troupes impérialistes.

La menace d'une réaction violente des peuples arabes contre les valets locaux de l'impérialisme est une des raisons principales des hésitations des dirigeants américains, mais ils craignent également les réactions populaires dans leurs propres pays. Les dirigeants américains n'ont pas encore oublié les manifestations et les défilés à New-York, à Washington et dans d'autres grandes villes provoquées par la guerre du Vietnam.

Mais quoi qu'ils décident, les dirigeants impérialistes ont de toutes les façons l'intention de faire payer les frais de cette crise du Golfe à l'ensemble de la population laborieuse. Si le prix du pétrole a grimpé, ce n'est pas à cause de la pénurie, mais de la spéculation des trusts du pétrole. Selon les chiffres officiels, la production pétrolière internationale est aujourd'hui supérieure à celle d'avant la crise du Golfe. L'absence de la production irakienne et koweïtienne a largement été compensée par celle d'autres pays producteurs. Les citernes sont quasi pleines et pourtant les prix du baril est à 35 dollars et le prix du litre du super en France oscille autour de 5 F 80.

Le conflit du Golfe est une nouvelle occasion pour la bourgeoisie impérialiste de ronger encore plus le pouvoir d'achat des travailleurs, de se préparer à faire subir la rigueur et l'austérité à l'ensemble des salariés pour gonfler encore plus les profits. C'est une occasion pour enrichir les marchands des canons, mais aussi pour désigner un bouc-émissaire qui serait responsable du "nouveau choc pétrolier". Ce n'est pas par hasard que la crise du Golfe tombe au moment où les USA entrent dans une nouvelle période de récession. Demain, si le conflit militaire éclate ouvertement, ce ne sont pas seulement les frais financiers de cette guerre que les populations laborieuses auront à payer, mais également les "frais humains", car c'est elles ou leurs enfants que les bourgeois risquent d'envoyer au front pour la défense de leurs profits.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.